



Conseil économique et social

Distr. générale
26 septembre 2016
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2017

30 janvier-8 février et 21 février 2017

Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Academy of Mining Sciences	3
2. Beit Issie Shapiro – Amutat Avi	4
3. Biovision Stiftung für ökologische Entwicklung	5
4. Bischöfliches Hilfswerk Misereor	7
5. Bochasanwasi Shri Akshar Purushottam Swaminarayan Sanstha	8
6. Canadian Federation of Agriculture	9
7. Canadian Labour Congress	10
8. Center for Africa Development and Progress	11
9. Center for Egyptian Women's Legal Assistance Foundation	12
10. Center for International Human Rights	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11. Center for Justice and International Law	15
12. Center for Women’s Global Leadership	16
13. Centre for Economic and Leadership Development	17
14. Centre indépendant de recherches et d’initiatives pour le dialogue	19
15. CIVICUS – World Alliance for Citizen Participation	20

1. Academy of Mining Sciences

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

L'Académie est une organisation indépendante, sans but lucratif, à vocation scientifique et de recherche, qui comprend des scientifiques et des experts dans des domaines tels que la recherche, le développement, la conception, la construction et l'exploitation d'entreprises d'extraction et de transformation des minéraux.

Objectifs et mission

L'Académie a été créée pour promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'exploitation minière. Ses objectifs sont les suivants : concevoir des technologies innovantes pour l'exploitation des gisements miniers et la construction de mines, accélérer le développement des sciences minérales et promouvoir le progrès de la science et de l'ingénierie, assurer une production plus performante dans les secteurs d'exploitation minière tels que les industries du pétrole, du gaz naturel, d'extraction du charbon, les secteurs de l'extraction du minerai de fer et de métaux communs, les matières premières chimiques, les matériaux de construction, l'uranium et les éléments de terres rares.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Académie a assuré la vice-présidence du Groupe spécial d'experts du méthane provenant des mines de charbon de la Division de l'énergie durable de la Commission économique pour l'Europe. Entre 2012 et 2015, elle a été membre du Groupe d'experts d'une production moins polluante d'électricité à partir du charbon et d'autres combustibles fossiles. L'Académie a également organisé plusieurs ateliers pour examiner la publication de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) intitulée « Prospects for cleaner and more efficient coal production and utilization technologies in North-East Asia ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Entre 2012 et 2015, des représentants de l'Académie ont participé aux réunions de la Commission économique pour l'Europe consacrées à une production moins polluante d'électricité à partir du charbon et d'autres combustibles fossiles ainsi qu'au traitement du méthane provenant des mines de charbon, qui se sont tenues à Genève (Suisse), ainsi qu'à une réunion tenue à Almaty (Kazakhstan) les 14 et 15 novembre 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En décembre 2015, l'Académie a procédé à l'examen collégial de la publication de la Commission économique pour l'Europe intitulée « Methane Management – An Economic Opportunity for Mitigation ». Elle a également participé au deuxième examen conjoint du Groupe de travail de la CESAP sur le

charbon intitulé « Prospects for Cleaner and More Efficient Coal Production and Utilization Technologies in North-East Asia ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité à signaler.

2. Beit Issie Shapiro – Amutat Avi

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Principale organisation en Israël qui promeut les droits des personnes handicapées et leur offre des services et la possibilité de s'épanouir, Beit Issie Shapiro – Amutat Avi touche plus de 30 000 personnes par an.

Objectifs et mission

L'organisation vise à mettre sur pied des services innovants en faveur des enfants et adultes handicapés et de leur famille, à réduire les écarts d'accessibilité à ces services entre les communautés juives et arabes d'Israël, à influencer les politiques, la législation et l'évolution de la société par ses activités de formation, d'information, de sensibilisation et de mobilisation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation participe activement à la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et elle a organisé des manifestations parallèles à l'occasion de plusieurs réunions des Nations Unies. Principale coalition d'organisations de la société civile, elle promeut la mise en œuvre de la convention susmentionnée en Israël et célèbre la Journée internationale des personnes handicapées pour sensibiliser l'opinion en Israël et dans les autres pays à la situation de ces personnes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Entre 2012 et 2015, l'organisation a régulièrement participé aux réunions des Nations Unies et organisé des manifestations parallèles. Elle a notamment pris part aux cinquième, sixième, septième et huitième sessions de la Conférence des parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle a également participé à la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, à l'occasion de laquelle elle a organisé une manifestation parallèle sur l'autonomisation des femmes.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le 6 mai 2013, l'organisation a mis sur pied, de concert avec le Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales, une table ronde à l'intention des organisations israéliennes dotées du statut

consultatif auprès du Conseil économique et social. Elle a également collaboré à un court métrage qui a été projeté au Festival du film Enable des Nations Unies, à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, célébrée le 3 décembre 2014 au Siège de l'ONU, à New York.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'est employée à promouvoir la réalisation des objectifs suivants :

Objectif 1 : en vue d'assurer une approche inclusive à l'égard des enfants handicapés, l'organisation non seulement met en œuvre des programmes éducatifs visant à modifier les attitudes de la communauté mais elle est également à la tête d'une coalition d'organisations et de parents qui s'efforcent de faire modifier la législation;

Objectif 3 : l'organisation sensibilise les professionnels, les dirigeants et les communautés à l'amélioration de la qualité de vie des femmes handicapées grâce à des conférences internationales;

Objectif 8 : elle organise également des consultations et des formations au niveau international et établit des réseaux avec des professionnels et des organisations dans le monde entier pour partager les meilleures pratiques.

3. Biovision Stiftung für ökologische Entwicklung

Statut consultatif général, 2012

Introduction

Fondée en 1998, la fondation vise à améliorer durablement la vie de la population en Afrique tout en protégeant l'environnement.

Objectifs et mission

La fondation lutte contre la faim et la pauvreté, promeut la réflexion sur les questions relatives à l'environnement et est déterminée à diffuser et faire appliquer des méthodes écologiques qui améliorent durablement les conditions de vie en Afrique tout en protégeant l'environnement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La fondation soutient activement les activités des Nations Unies par son action aux niveaux national et international et a pris part activement aux négociations dans le prolongement de la Conférence Rio+20. Elle appuyé l'élaboration des objectifs de développement durable, notamment l'objectif 2, en participant aux négociations du Comité de la sécurité alimentaire mondiale sur son programme de travail pluriannuel 2014-2015 ainsi qu'aux travaux du Groupe de travail ouvert du Comité sur les objectifs de développement durable. La fondation contribue également aux

politiques promouvant des systèmes viables de production alimentaire au Sénégal, au Kenya et en Éthiopie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de la fondation ont participé à 11 des 13 sessions du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, tenues en 2013 et 2014 à New York, ainsi qu'à diverses négociations intergouvernementales, notamment le Programme d'action d'Addis-Abeba. La fondation a participé également à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2013 et au Forum politique de haut niveau en 2014 et 2015 à New York ainsi qu'au symposium du Forum pour la coopération en matière de développement, organisé par le Conseil économique et social le 25 octobre 2013 à Montreux (Suisse). En 2014 et 2015, elle a également apporté sa contribution à deux documents d'analyse qui portaient sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et elle a organisé une table ronde sur l'agriculture durable le 27 mars 2014 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2013 et 2014, la Fondation a collaboré avec le Fonds international de développement agricole et le Millenium Institute au projet sur le changement de cap dans l'agriculture mondiale, qui vise à réduire la pauvreté rurale au Sénégal, au Kenya et au Swaziland. Elle a également participé à l'élaboration des rapports du Secrétaire général sur les technologies agricoles au service du développement en 2013 et en 2015.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le projet de la fondation sur le changement de cap dans l'agriculture mondiale vise à améliorer la sécurité alimentaire, le bien-être de la population rurale et l'utilisation durable des ressources naturelles. La Fondation a également mené plusieurs initiatives pour promouvoir la réalisation des objectifs suivants du Millénaire pour le développement :

Objectifs 1 et 3 : le programme de santé animale de la fondation a contribué à l'introduction de chameaux dans le nord du Kenya, ce qui permettra d'atténuer les conséquences de la sécheresse;

Objectifs 1 et 7 : le programme de santé des végétaux de la fondation est axé principalement sur la lutte phytosanitaire par des moyens biotiques et sur le développement agricole durable en Afrique de l'Est, et son programme de santé de l'environnement est centré sur l'accroissement du revenu grâce aux plantes médicinales et à la production de miel au Kenya et en Éthiopie;

Objectif 5 et 6 : le projet sur la santé humaine porte principalement sur la lutte intégrée contre les vecteurs du paludisme en Éthiopie et au Kenya.

4. Bischöfliches Hilfswerk Misereor e.V.

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

L'organisation a été fondée en 1958 pour combattre la faim et la maladie dans le monde. En tant qu'agence de développement international de l'Église catholique d'Allemagne, elle apporte son assistance aux organisations partenaires pour mener à bien des projets de développement en Asie, en Afrique et en Amérique centrale et en Amérique latine.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectifs de promouvoir le développement, de lutter contre la pauvreté dans le monde, de combattre l'injustice, de défendre les pauvres et les persécutés et de contribuer à créer « Un seul monde ». Ses activités reposent sur deux piliers principaux : aider ceux qui sont dans le besoin à mener leur vie dans la dignité et lutter contre les causes structurelles de la pauvreté et des violations des droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune activité à signaler.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la vingt-deuxième session du Conseil des droits de l'homme et apporté sa contribution à l'examen périodique universel de la Zambie et de la Colombie. En 2014, à la vingt-septième session du Conseil des droits de l'homme, elle a contribué à une déclaration commune des défenseurs des droits de l'homme au Honduras. En 2015, elle a participé aux préparatifs de l'examen périodique universel de l'Angola et elle a été l'un des organisateurs des manifestations parallèles sur les droits de l'homme et leurs conséquences sur la diversité lors de la trentième session du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans quatre régions géographiques : en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie. En 2014, elle a financé 435 projets d'un montant de 50,7 millions d'euros (approximativement 56 millions de dollars des États-Unis) en Amérique latine, 398 projets d'un coût de 54,1 millions d'euros (approximativement 60 millions de dollars des États-Unis) en Afrique et au Proche-Orient et 386 projets d'un montant total de 49,3 millions d'euros (approximativement 54 millions de dollars des États-Unis) en Asie.

5. Bochasanwasi Shri Akshar Purushottam Swaminarayan Sanstha

Statut consultatif général, 2000

Introduction

L'organisation fournit des services d'aide spirituelle, sociale et communautaire, qui vont des secours en cas de catastrophe à des programmes d'aide fondés sur les valeurs de la vie en Asie du Sud, en Amérique du Nord, en Europe, en Australie et en Afrique.

Objectifs et mission

La philosophie du service altruiste qui anime l'organisation est à l'origine d'un grand nombre d'activités visant à promouvoir le bien-être général et les droits des personnes, des familles et des collectivités.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le travail de l'organisation est parfaitement aligné sur les activités des Nations Unies, notamment les programmes qu'elle mène dans les domaines de l'éducation, de l'aide humanitaire, des soins de santé, de l'environnement, du développement culturel communautaire. Elle met en œuvre en faveur de nombreuses communautés, quelles que soient leurs convictions religieuses, de nombreux programmes caritatifs non spirituels; elle a notamment organisé plus de 5 400 assemblées hebdomadaires en faveur des enfants et 850 assemblées à l'intention des jeunes ainsi que des séminaires éducatifs et cultivant les qualités de direction, et elle a également promu le patrimoine culturel en inaugurant un collège qui encouragera l'étude approfondie du sanscrit et la recherche dans cette langue.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la soixante-cinquième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue le 27 août 2014 à New York. Elle participe aussi régulièrement aux réunions de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a apporté au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) une contribution de 30 000 dollars des États-Unis pour les secours d'urgence au Népal et elle a recueilli plus de 63 000 dollars pour appuyer les activités de l'UNICEF en faveur des enfants victimes du tremblement de terre à Haïti.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation promeut la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en menant notamment les initiatives suivantes :

Objectif 1 : par un don de 4 000 dollars au Hisani Orphan Centre Trust, elle a pris en charge les frais de scolarité et les uniformes des filles inscrites dans l'enseignement secondaire en Tanzanie;

Objectif 2 : elle octroie tous les ans 5 000 bourses d'études à des enfants défavorisés en Inde et au Royaume-Uni;

Objectif 3 : elle célèbre tous les ans la Journée internationale de la femme;

Objectif 6 : elle a organisé plus de 100 foires de la santé, notamment des collectes de sang et de moelle osseuse, ainsi que 375 conférences de sensibilisation à la santé à l'intention de 119 000 participants aux États-Unis et au Royaume-Uni. L'organisation gère également neuf hôpitaux caritatifs et fournit des services médicaux mobiles dans les zones rurales en Inde;

Objectif 7 : elle a organisé des campagnes de sensibilisation à l'environnement et promu l'utilisation de technologies vertes, des installations à énergie solaire, des projets de recyclage et de plantation d'arbres. Elle a également lancé l'initiative « Clean India » dans les grandes villes pour promouvoir la propreté et la sensibilisation à l'environnement.

6. Canadian Federation of Agriculture

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

La Fédération est l'organisation la plus importante d'exploitants agricoles du Canada. Présente dans toutes les provinces, elle représente plus de 200 000 agriculteurs canadiens et leur famille.

Objectifs et mission

La Fédération vise à coordonner les efforts déployés par les organisations de producteurs agricoles dans tout le Canada pour défendre leurs intérêts communs grâce à l'action collective, à promouvoir par la collaboration des politiques agricoles nationales qui permettront de s'adapter aux conditions économiques nationales et internationales et à faire reconnaître les bienfaits économiques, sociaux et environnementaux des activités agricoles.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2014 et 2015, la Fédération a participé régulièrement aux réunions du Forum politique de haut niveau pour coordonner la contribution des acteurs non étatiques. Elle est l'un des membres fondateurs de l'Organisation mondiale des agriculteurs et elle a apporté sa contribution aux déclarations de politique générale et exposés de la position à diverses réunions des Nations Unies. En 2015, la Fédération a dirigé l'élaboration de l'exposé de position du grand groupe des agriculteurs sur les objectifs de développement durable. Elle tient régulièrement ses organisations membres au courant des activités liées au développement durable et au

commerce et assure la liaison avec les agriculteurs en les sensibilisant à ses activités aux Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération a participé aux dix-huitième, vingtième et vingt et unième sessions de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Elle a pris part au Forum politique de haut niveau pour le développement durable du 28 juin au 8 juillet 2015 à New York, au Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes, au Forum des parties prenantes, organisé le 26 mai 2015 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à Ottawa (Canada), et à la Conférence Rio+20, tenue le 20 juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité à signaler.

7. Canadian Labour Congress

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

L'organisation s'efforce de promouvoir et d'améliorer le bien-être économique et social des travailleurs canadiens, y compris ceux qui sont au chômage ou à la retraite.

Objectifs et mission

L'organisation, qui rassemble les syndicats nationaux et internationaux, les fédérations provinciales et territoriales et les conseils communautaires du travail, représente 3,3 millions de travailleurs. Elle s'emploie, par des programmes d'éducation, à faire adopter des politiques et programmes qui améliorent la vie des citoyens et qui garantissent notamment la sécurité de l'emploi, de meilleurs régimes de retraite publics et une sécurité plus grande des retraites, un système de santé publique renforcé et des services de garde d'enfants abordables et accessibles.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En vue d'appuyer les activités des Nations Unies en rapport avec les structures syndicales internationales, l'organisation mène diverses activités et diffuse des informations pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, des emplois décentés et le développement durable, la lutte contre le racisme et la défense des droits de l'homme, le développement social et la protection de

l'environnement, les droits des travailleurs et des syndicats, la santé et la sécurité des travailleurs et des collectivités.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé activement aux réunions des Nations Unies, notamment les cinquante-sixième, cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme et la vingt et unième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation, qui siège au conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail, contribue activement aux travaux de celle-ci. Elle célèbre les journées internationales par des déclarations, des activités et la diffusion de documents de campagne portant sur les personnes handicapées, les droits de l'homme, les femmes, l'élimination de la discrimination raciale et la migration.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a collaboré avec les syndicats et les ONG au Canada et dans d'autres pays pour promouvoir le développement durable, des emplois décent, le respect des droits de l'homme et l'égalité des sexes. Elle encourage la participation de la société civile à l'adoption des objectifs de développement durable. Dans le cadre de partenariats avec la structure régionale africaine de la Conférence internationale des syndicats sur l'Afrique australe, elle a lancé, de concert avec le Gouvernement nigérian, un programme visant à mener une évaluation nationale de l'incidence du VIH/sida sur le lieu de travail. Elle a également poursuivi sa collaboration avec d'autres organisations, notamment Amnesty International et le Conseil canadien pour la coopération internationale, pour promouvoir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

8. Center for Africa Development and Progress

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Le Centre est un établissement d'enseignement et de recherche sans but lucratif, qui s'emploie à informer les Africains des questions de gouvernance et à proposer des pistes de réflexion pour revitaliser le continent africain.

Objectifs et mission

Le Centre vise à informer le public des principes fondamentaux du progrès, à constituer un groupe de réflexion qui formule des propositions en faisant part d'idées et d'activités innovantes, à former et à cultiver des qualités de dirigeant et de personnalité pour assurer le progrès économique, social, politique et spirituel et à promouvoir l'esprit d'entreprise africain en vue de soutenir la croissance économique et le développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre a appuyé les travaux des Nations Unies en présentant des déclarations écrites à diverses réunions, notamment la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 4 au 15 mars 2013, et à la cinquante-deuxième réunion de la Commission du développement social, tenue du 11 au 21 février 2014 à New York.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre a été représenté au débat du Conseil économique et social consacré à l'urbanisation durable, du 27 au 29 mai 2014 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Centre a apporté son concours pour les programmes scolaires et distribué des fournitures scolaires aux écoles des zones pauvres d'Accra pour promouvoir l'éducation conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement. Il a également fait campagne pour des élections pacifiques et a préconisé un processus électoral transparent au niveau national lors des élections de 2008 et de 2012 au Ghana. En partenariat avec le Ministère des affaires féminines et de l'enfance, il a organisé, en décembre 2012, un programme de sensibilisation qui a réuni les représentants des partis politiques, les partisans et les représentants de la société civile de divers horizons pour parler de la paix pendant et après les élections au Ghana.

9. Center for Egyptian Women's Legal Assistance Foundation

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

La Fondation est une organisation non gouvernementale fondée en 1995 en Égypte.

Objectifs et mission

La Fondation s'emploie à promouvoir les lois sur les droits de la femme et les droits de l'homme auprès des communautés locales, des institutions juridiques et des ONG.

Changements à signaler

La Fondation s'attache à étendre son rayon d'action pour inclure les droits des travailleurs, tant des hommes que des femmes, et pour renforcer la participation politique des femmes et des jeunes. Elle a mis en place un service spécialisé de

sensibilisation et de mobilisation qui s'occupe prioritairement des questions touchant les femmes et elle s'efforce de susciter, aux niveaux local, régional et international, une opinion publique favorable à la cause des femmes.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation a contribué à trois rapports parallèles de l'examen périodique universel de la situation des droits de l'homme et des droits de la femme en Égypte en 2014. Elle a mis en place un plan intégré pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau local et elle a participé à l'élaboration d'une fiche d'information sur les lois discriminatoires et la violence à l'égard des femmes en Égypte en collaboration avec EuroMed Droits en 2012. La Fondation a publié le premier projet de loi rédigé par les ONG sur la protection des témoins et des dénonciateurs d'abus dans le cadre du processus de transition démocratique et de la lutte contre la corruption.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fondation a participé aux cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme et elle y a présenté des déclarations écrites; elle a également organisé des manifestations parallèles sur la politisation des droits de la femme dans les conflits, le rôle de l'État dans la représentation des femmes et le recours à la démocratie dans la définition des droits de la femme. Par ailleurs la Fondation a participé à l'examen régional africain du Programme d'action de Beijing, qui s'est tenu à Addis-Abeba (Éthiopie) du 17 au 19 novembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Dans le cadre du programme national de lutte contre le VIH/sida, la Fondation a mené, en coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), des initiatives de renforcement des capacités pour venir en aide à 56 personnes vivant depuis longtemps avec le VIH/sida.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation a appuyé la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par les initiatives suivantes :

- Elle a contribué au plan stratégique pour les instances de coordination nationale en charge de la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose;
- Elle a sensibilisé 17 450 personnes à la violence à l'égard des femmes et à ses conséquences sur la société;
- Elle a apporté un soutien social et psychologique à 10 335 femmes et filles et fourni 12 500 consultations juridiques par le biais d'entretiens, de séances de négociation et de permanences téléphoniques;
- Elle a autonomisé 102 femmes en leur dispensant une formation aux compétences nécessaires à la vie courante et aux travaux manuels;

- En coopération avec des organisations de la société civile, elle a organisé, à l'intention de 1 591 personnes, 50 séminaires de sensibilisation aux questions de santé et de droits en matière de sexualité et de procréation; et
- Elle a mis en œuvre des programmes d'élimination de l'analphabétisme destinés à 340 personnes.

10. Center for International Human Rights

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Le Centre est une organisation universitaire qui s'emploie à promouvoir les droits de l'homme et l'état de droit.

Objectifs et mission

Le Centre s'efforce d'atteindre son objectif par l'enseignement formel de la règle du droit et de la défense des droits de l'homme sous différentes formes et il mène des activités pour appuyer la Charte des Nations Unies.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre, qui est membre du Réseau des solutions pour le développement durable, a participé aux sixième, septième et huitième sessions du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable. Des représentants du Centre ont également participé à une réunion sur le rôle à long terme de la société civile dans la promotion du développement, organisée par le Département des affaires économiques et sociales le 28 avril 2015 à New York.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Dans le cadre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Centre a présenté, en décembre 2015, un rapport sur les violations présumées des droits à la vie et la sécurité et les recours en Colombie et en Jamaïque. Des représentants du Centre ont participé aux cinquième et sixième Conférence des parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption en 2013 et 2015 et aux réunions suivantes :

- La cinquante-cinquième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à l'invitation du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, à New York du 9 au 12 juillet 2013, et
- Le quatrième Forum sur les entreprises et les droits de l'homme organisé par le Pacte mondial des Nations Unies, à Genève (Suisse), du 16 au 18 novembre 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2015 le Centre préside le Groupe de travail sur les entreprises et les droits de l'homme, chargé des Principes pour une éducation au management

responsable, conjointement avec le Pacte mondial des Nations Unies, pour incorporer la responsabilité sociale des entreprises dans le programme d'études des universités dans le monde entier.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Centre a contribué à la réalisation de tous les objectifs du Millénaire pour le développement en Éthiopie et au Mali avec des projets visant à renforcer les capacités économiques, à mettre un terme aux mutilations génitales féminines, à améliorer le traitement des urgences obstétricales, à scolariser un plus grand nombre de filles, à encourager davantage de mères à allaiter leurs nourrissons au sein exclusivement et à promouvoir l'utilisation de moustiquaires pour lutter contre le paludisme.

11. Center for Justice and International Law

Statut consultatif spécial, 1996

Introduction

Fondé en 1991, le Centre est une organisation non gouvernementale sans but lucratif dont la mission est de défendre et de promouvoir les droits de l'homme dans les Amériques.

Objectifs et mission

Le Centre vise à lutter contre les violations des droits de l'homme en examinant les questions de droits de l'homme et en apportant des changements sociaux positifs par le recours à des actions en justice à visée stratégique, des campagnes de mobilisation, la presse et les médias, la gestion des connaissances et le renforcement des capacités.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, le Centre a mené de nouvelles initiatives qui contribuent aux activités des Nations Unies, notamment la campagne « GQUAL » pour promouvoir la parité des sexes dans les tribunaux et organes internationaux, y compris les Nations Unies. Le Centre a été le secrétariat de l'Americas Network on Nationality and Statelessness (ANNS) qui a été lancé en novembre 2014 pour atteindre les buts décrits dans la campagne décennale visant à mettre fin à l'apatridie dans les 10 ans du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et dans le Plan d'action du Brésil.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre a participé à diverses manifestations organisées par les Nations Unies et il a contribué à l'examen périodique universel du Honduras en 2015. En novembre 2014, il a participé à une réunion, organisée par le Ministère brésilien de la justice et des affaires étrangères et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour

les réfugiés, pour célébrer le trentième anniversaire de la Déclaration de Carthagène. En 2015, le Centre a organisé des consultations régionales avec la société civile en collaboration avec le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes et il s'est entretenu avec le Rapporteur spécial sur le droit à un logement adéquat.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Centre a reçu une assistance financière du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture pour mener des actions en justice portant sur des cas de torture dans les Amériques ainsi que du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour faire office de secrétariat à l'Americas Network on Nationality and Statelessness (ANNS) pour mettre fin à l'apatridie d'ici à 2024.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Centre a activement appuyé la réalisation des objectifs 3 et 5 du Millénaire pour le développement en préconisant notamment des mesures médicales qui portent sur le droit à la vie et à l'intégrité de la personne en El Salvador ainsi que l'adoption d'un registre national des personnes victimes de stérilisation forcée au Pérou.

12. Center for Women's Global Leadership

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

Le Centre encourage depuis 1990 la force mobilisatrice des femmes dans le domaine des droits de l'homme par des campagnes internationales de mobilisation et des activités d'éducation au niveau mondial.

Objectifs et mission

Le Centre a pour vision un monde où prévaut l'égalité de tous et où l'égalité des sexes découle de l'exercice systématique des droits de l'homme par tous.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Entre 2012 et 2015, le Centre a été le conseiller représentant les ONG auprès du Comité interorganisations d'évaluation du programme du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Il promeut activement les droits de l'homme, les libertés fondamentales et le programme de développement pour l'après-2015 en organisant des symposiums et des manifestations pour faire mieux connaître ces questions.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre a activement participé à de nombreuses réunions et manifestations parallèles organisées par les Nations Unies et les organes de l'ONU, notamment le Conseil des droits de l'homme, la Commission de la condition de la femme et

l'Instance permanente sur les questions autochtones, où il a présenté des déclarations. Il a également participé aux réunions suivantes tenues au Siège de l'ONU à New York :

- Le Forum pour la coopération en matière de développement du Conseil économique et social, les 5 et 6 juillet 2012;
- Visions and Voices for Human Rights: Integrating Human Rights into the Post-2015 Agenda, lors de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 24 septembre 2013;
- Les résultats obtenus et les difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en faveur des femmes et des filles : le chemin qui reste à parcourir, réunion organisée par ONU-Femmes les 4 et 5 décembre 2013; et
- Autonomisation des femmes, autonomisation de l'humanité : Imaginez!, réunion organisée par ONU-Femmes le 26 juin 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Entre 2012 et 2015, le Centre a collaboré avec divers organes et organismes des Nations Unies, notamment ONU-Femmes, dans le cadre de la campagne « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes », et il a également animé diverses réunions dans d'autres instances liées. Le Centre assure également la coordination au niveau mondial de la Post-2015 Women's Coalition et il a animé une séance d'information sur la Consultation thématique mondiale sur la gouvernance et le programme de développement pour l'après-2015. En 2014, il a dirigé une séance de formation sur la politique macroéconomique et les droits de l'homme à l'intention du personnel au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève (Suisse) du 19 au 21 mai.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité à signaler.

13. Centre for Economic and Leadership Development

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Le Centre est une ONG qui vise à autonomiser les groupes vulnérables, notamment les jeunes, les enfants et les femmes. Son siège se trouve au Nigéria mais il organise également des ateliers dans d'autres parties de l'Afrique, au Moyen-Orient et en Europe.

Objectifs et mission

La mission du Centre est de devenir une instance mondiale importante pour la participation des jeunes et l'autonomisation des femmes. Il contribue au développement général des enfants et des jeunes en situation de vulnérabilité par l'éducation, des programmes de renforcement des capacités, des projets d'élimination de la pauvreté, des échanges culturels internationaux et des programmes de développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre a contribué aux activités des Nations Unies en organisant divers sommets annuels avec de grandes figures féminines des pays en développement pour galvaniser l'appui à la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes et pour mettre en lumière le rôle crucial des femmes dans les économies en croissance. Dans le cadre du programme « Send a child to school », il octroie des bourses aux élèves nécessiteux de l'enseignement secondaire et il offre une formation aux qualités de direction deux fois et quatre fois par an.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants du Centre participent régulièrement aux réunions des Nations Unies, notamment les sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée générale.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Centre a contribué au programme de développement du Conseil économique et social en prenant des mesures pour appuyer la réalisation des objectifs 2 et 3 du Millénaire pour le développement. Pour promouvoir l'enseignement primaire universel, le Centre prend à sa charge les frais de scolarité de 82 élèves de l'enseignement secondaire dans le cadre de sa campagne « Send a child to school » au Nigéria, au Libéria, au Kenya et au Ghana. Afin de renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, son programme Partnership for African Women Entrepreneurship Development s'emploie à consolider divers partenariats pour offrir des possibilités en temps réel aux femmes chefs d'entreprise en Afrique.

14. Centre indépendant de recherches et d'initiatives pour le dialogue

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

Le Centre indépendant de recherches et d'initiatives pour le dialogue (CIRID) est une organisation non gouvernementale burundaise et suisse fondée en 1996 pour contribuer à la recherche du dialogue politique au Burundi. L'organisation est représentée en Afrique centrale et de l'Ouest par un bureau à Dakar (Sénégal).

Objectifs et mission

L'organisation vise à créer un espace de dialogue au Burundi et en Suisse sur les droits de l'homme, la migration, la paix, la sécurité et le développement durable.

Changements à signaler

En novembre 2015, le CIRID a créé le programme Partenariats pour la paix, la sécurité et le développement, en collaboration avec le Centre d'encadrement et de développement des anciens combattants (CEDAC), organisation dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social.

Contribution à des activités des Nations Unies

Depuis 2012, le CIRID organise régulièrement des sessions parallèles sur la situation des droits de l'homme en coordination avec le Conseil des droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En tant qu'organisation militant en faveur de l'universalité des droits de l'homme, le CIRID suit de près les travaux du Conseil des droits de l'homme à Genève (Suisse). Il a participé aux vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième sessions du Conseil et aux diverses manifestations parallèles organisées entre 2012 et 2015. Le CIRID a également présenté une déclaration orale sur la détérioration des droits de l'homme au Burundi dans le cadre de la vingt-quatrième session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le CIRID a organisé le festival Beat4Peace à Genève (Suisse), le 30 octobre 2014, avec la participation de Rencontre Africaine pour la défense des droits de l'homme (RADDHO), organisation dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2015, le CIRID a choisi de se focaliser sur les objectifs de développement durable. Entre 2012 et 2014, il a organisé des manifestations pour examiner le rôle de la diaspora dans la promotion de la paix et la contribution de la société civile à la paix, la sécurité et la stabilisation des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique.

15. CIVICUS – World Alliance for Citizen Participation**Statut consultatif général, 2004****Introduction**

CIVICUS est une organisation internationale dont la mission est de renforcer l'action citoyenne et la société civile dans le monde entier.

Objectifs et mission

L'organisation a adopté trois priorités stratégiques pour la période 2013 à 2017 : influencer, mettre en communication et autonomiser.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2013, l'organisation a lancé les campagnes suivantes : Big Development DataShift, Action/2015 et Sustainable Development 2015. En 2014, elle a effectué une étude préliminaire pour notamment renforcer la participation de la société civile, par les technologies d'information, au programme de développement pour l'après-2015. L'organisation a lancé le projet Big Development DataShift dans quatre pays pilotes (Argentine, Népal, Kenya et Tanzanie) pour augmenter le nombre de citoyens qui rendent compte de la réalisation des objectifs de développement durable et qui en suivent les progrès. Au début de 2014, l'organisation a également procédé à des consultations qui ont réuni plus de 135 acteurs de la société civile, ce qui a débouché sur le lancement de la campagne Action/2015 qui visait à s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité, de la justice, de la pauvreté et des changements climatiques et à faire participer plus de 2 200 organisations de 157 pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé activement aux réunions du Conseil des droits de l'homme en présentant plus de 54 exposés lors des examens périodiques universels. En partenariat avec des groupes nationaux de la société civile, elle a organisé plusieurs manifestations parallèles à l'occasion des réunions de la Commission de la condition de la femme pour attirer l'attention sur les questions importantes et sur de nombreux autres thèmes et questions. L'organisation a activement contribué à plusieurs sessions du Forum pour la coopération en matière de développement et du Forum politique de haut niveau sous les auspices du Conseil économique et social.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En coopération avec le Département de l'information, l'organisation a participé aux préparatifs de la soixante-cinquième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui s'est tenue au Siège de l'ONU du 27 au 29 août 2014. L'organisation a également fait partie du grand groupe des ONG, en partenariat avec le Département des affaires économiques et sociales, à la Conférence Rio+20, dans les forums politiques de haut niveau, dans le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable et dans le cadre des négociations sur le Programme 2030. À la fin de 2013, l'organisation a collaboré avec le Département des affaires économiques et sociales à un projet de deux ans intitulé « Sustainable Development 2015 », qui contribue à sensibiliser les parties prenantes et à leur permettre de participer aux réunions des organismes des Nations Unies; elle a également apporté son appui à 12 partenaires nationaux pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de sensibilisation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a appuyé la réalisation des objectifs de développement durable par des déclarations aux médias sur la nécessité de mettre la gouvernance et les droits de l'homme au centre du programme de développement pour l'après-2015. Elle a mené des consultations nationales dans 14 pays, coordonné des réunions mondiales sur les objectifs du Millénaire pour le développement et participé à la

Consultation thématique mondiale sur la gouvernance et le programme de développement pour l'après-2015.
